

LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Durant la famine qui a sévi en Afrique en 1984-1985, les Canadiens se sont montrés tout particulièrement généreux et solidaires envers les populations éprouvées. Diverses organisations privées ont recueilli plus de 60 millions \$ sous forme de dons, qui ont été acheminés vers l'Afrique au plus fort de la famine. Le gouvernement canadien, pour sa part, a contribué environ 172,8 millions \$ sous forme d'aide alimentaire d'urgence en 1984-1985 (une augmentation de deux tiers par rapport à l'année précédente). À titre de mesure spéciale, il a fourni des crédits additionnels de 65 millions \$ aux organisations non gouvernementales (ONG) - égalant ainsi les dons de ces dernières - pour les encourager à poursuivre leur excellent travail auprès des populations les plus démunies du monde.

Bien que la famine ait été largement due à la sécheresse, les conditions climatiques défavorables ont fait ressortir encore davantage la fragilité intrinsèque des économies des pays africains touchés et l'incapacité de ces derniers d'affronter cette catastrophe par leurs propres moyens.

Après avoir connu une expansion importante jusqu'au milieu des années 70, l'économie des pays de l'Afrique subsaharienne s'est détériorée, révélant de sérieuses lacunes au niveau des structures. Bien que la production globale ait plus que doublé entre 1965 et 1983, passant de 70 milliards \$US à environ 150 milliards \$US, la population de la région est passée pendant ce temps de 245 millions à 400 millions de personnes. Il s'ensuit que l'Africain moyen est aujourd'hui plus pauvre qu'en 1970. Depuis 1980, le PNB par habitant a chuté en moyenne de 16 %. Au chapitre des conditions de vie et du développement économique, mentionnons que la production alimentaire par habitant a connu entre 1965 et 1983 une baisse dramatique de 22 %.

En 1984, la valeur des exportations de la région avait diminué de 25 % par rapport à 1980, en raison notamment du faible prix des produits de base (le plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale) et de la lenteur de la croissance économique en Europe, le plus grand partenaire commercial de l'Afrique. Même si la dette extérieure à moyen et à long termes de l'Afrique subsaharienne n'est pas aussi considérable que celle d'autres régions, son service entraîne néanmoins chaque année de lourdes obligations. Celles-ci ont absorbé 15 % des recettes d'exportation de la région en 1984, et ce pourcentage devrait grimper à 30 % d'ici 1991. Cette tendance suscite de grandes inquiétudes puisque ces pays seront ainsi contraints à l'avenir de consacrer des sommes moins importantes aux importations et pourront plus difficilement investir dans leur propre croissance économique.